

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
13, place de la Paix
15000 AURILLAC

Aurillac, le 04/11/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16/10/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL

Village d'entreprises - ZA du Rozier Coren
15100 Saint-Flour

Références : 20241104-RAPINSP-15-255-ISDND-Saint-Flour
Code AIOT : 0016200058

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/10/2024 dans l'établissement SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL implanté Décharge des Cramades 15100 Saint-Flour. L'inspection a été annoncée le 14/10/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les thèmes prévus pour la visite sont :

- calendrier avancement exploitation casier 2 casier 3
- Travaux associés
- échéances nouvelles plan contre l'incendie

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SYNDICAT DES TERRITOIRES DE L'EST CANTAL
- Décharge des Cramades 15100 Saint-Flour
- Code AIOT : 0016200058
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYTEC exploite sur ce site implanté sur les communes de Saint-Flour et Andelat une installation de stockage de déchets non dangereux (ISDND) ainsi qu'une activité de compostage des déchets verts et des boues d'épuration.

Il est actuellement autorisé par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2007 modifié par plusieurs arrêtés préfectoraux complémentaires successifs, en dernier lieu l'arrêté complémentaire n°2024-671 du 7 mai 2024.

Un nouveau casier de stockage a été construit, il prendra le relais du casier 2 encore en exploitation.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets
- Eaux souterraines
- Risque incendie
- Stratégie de défense incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les modalités d'exploitation du casier 2 associées aux dispositions réglementaires liées à la réduction à la source des déchets permettent de dégager un délai complémentaire d'utilisation du casier. Le casier 3 pourrait ainsi entrer en service courant 2025.

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Suite de visite du 30/10/2023 (visite récollement travaux casier 3)	Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5-3	Demande de justificatif à l'exploitant	6 mois
2	Plan de défense incendie	Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
3	Piézomètres	Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3	Demande d'action corrective	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suites de la visite précédente :

- l'incomplétude du réseau piézométrique en vue du contrôle de la qualité des eaux souterraines n'a pas été levée,
- le raccordement de fond de casier au réseau des lixiviats (actuellement les eaux pluviales récupérées en fond de casier sont évacuées au milieu naturel) n'est pas réalisé dans l'attente du remplissage du casier 2 encore en exploitation. Il est rappelé à l'exploitant de transmettre à l'inspection le descriptif du complément de travaux réalisés avant tout dépôt de déchets dans le casier 3.

Un écart est relevé quant aux obligations nouvelles de renforcement des dispositions de protection contre l'incendie à compter de juillet 2024. L'exploitant doit avancer sur ce point y compris en lien avec les services d'incendie et de secours.

Le bilan environnemental 2023 a été finalisé et transmis récemment par l'exploitant.

La déclaration annuelle GEREPA a été effectuée, n'appelle pas de commentaire.

Le rapportage de l'autosurveillance GIDAF est à compléter (surveillance eaux souterraines non rapportée, prélèvements effectués en mai et septembre).

La visite de terrain (casier 2 en exploitation, casier 3, bassin à lixiviats) n'appelle pas de remarque particulière. Il n'est pas constaté de nuisances spécifique à l'activité (pas d'envol de déchets malgré l'exploitation en « partie haute » du casier, peu d'odeurs).

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Suite de visite du 30/10/2023 (visite récollement travaux casier 3)

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 5-3
Thème(s) : Risques chroniques, vanne lixiviats collectés casier
Prescription contrôlée : Le fond de chaque casier est équipé d'un réseau de collecte gravitaire des lixiviats vers un puisard disposé en point bas. Pour les casiers en sortie gravitaire, le collecteur alimentant le ou les bassins de stockage des lixiviats est muni d'une vanne d'obturation.[...]
Constats : La vanne d'obturation en sortie de casier 3 n'est pas installée
Type de suites proposées : Avec suites - Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : Plan de défense incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 07/05/2024, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, plan de défense incendie
Prescription contrôlée : I. L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins : <ul style="list-style-type: none">- la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ;- les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ;- l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ;- les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ;- les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ;- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ;- le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ;- les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ;- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;- les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies. II. Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours. III. En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : Le plan de défense incendie n'est pas établi
Type de suites proposées : Avec suites - Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Piézomètres

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/2007, article 4.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance eaux-souterraines
Prescription contrôlée : Il est installé deux piézomètres à l'aval hydraulique de la décharge et un à l'amont hydraulique. Les piézomètres sont protégés contre les risques de détérioration et munis d'un couvercle coiffant maintenu fermé et cadenassé.
Constats : Le réseau de piézomètres est incomplet
Type de suites proposées : Avec suites - Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois